

Exclusif. Trois des principaux penseurs français de la politique dialoguent pour la première fois ensemble. La démocratie est-elle malade ? Comment la réinventer ?

Où va la démocratie ?

La rencontre Marcel Gauchet-Pierre Manent-Pierre Rosanvallon

Le Nouvel Observateur. – *La démocratie en Europe est-elle en crise ? Pour Marcel Gauchet, elle y est entrée depuis 1974. Pourquoi ? Et partagez-vous cette analyse ?*

Marcel Gauchet. – 1974 est un repère lié à la crise consécutive au choc pétrolier de 1973. Il marque une rupture dans l'histoire de la démocratie par laquelle nous sommes sortis d'un cycle de stabilisation, qui durait depuis la Libération et s'inscrivait lui-même dans une longue crise entamée aux alentours de 1900. En 1974, on entre dans un nouveau cycle de crise, comparable aux précédents par son ampleur historique, et très différent dans sa teneur. Puisque 1974 marque le début de la « troisième vague » de démocratisation, les deux premières ayant suivi les deux guerres mondiales. La « révolution des œillets » au Portugal fournit un repère commode pour montrer qu'on entre dans une expansion de la démocratie, qui va en faire sur une vingtaine d'années l'horizon indépassable de notre temps, non pas le seul régime pratiqué mais le seul avouable. Mais cette victoire conduit à une « crise de croissance » de la démocratie.

Elle devient ce qu'elle n'avait jamais été : une démocratie des droits de l'homme mais une démocratie qui souffre d'une contradiction intime, qui me paraît s'amplifier, entre la solidité de ses bases et des principes sur lesquels elle repose, et la possibilité de donner une traduction politique à ceux-ci. D'une manière étrange, nous avons de moins en moins de démocratie effective, que ce soit au niveau de la délibération ou celui de la décision. Délibération, parce que cette force des principes de la démocratie des droits de l'homme conduit à rendre extrêmement difficile la formulation de diagnostics sur l'état même de nos sociétés et les problèmes qui se posent à elles. Ce qu'on peut rapporter au phénomène du politiquement correct. Dire, par exemple, que l'Europe et la majorité de sa population sont les grands perdants de la mondialisation – ce qui est l'enjeu de la crise actuelle – est impossible. Il y a un empêchement de la délibération. Et en matière de décision, nous voyons bien que la volonté d'aligner la décision politique sur ces principes conduit à une véritable impuissance.



Soldats à Lisbonne, pendant la « révolution des œillets », en 1974, qui a mis fin à quarante-huit ans de dictature portugaise.

Pierre Rosanvallon. – La démocratie reste fragile et inachevée. Mais je résiste pourtant à employer le terme de crise. Il est trop vague. Car il faudrait alors dire que la démocratie a été en crise permanente depuis la fin du XIX^e, c'est-à-dire depuis la généralisation du suffrage universel (masculin) en Europe. Se sont en effet toujours liés à son propos des sentiments de désenchantement et d'inaccomplissement. La démocratie n'a cessé de susciter des attentes qui ont été trahies. Et elle a aussi parfois été considérée comme un bien moins précieux que d'autres,

lorsque l'idéal socialiste brillait au firmament par exemple. Donc plutôt que de concevoir l'histoire de la démocratie comme une succession de périodes de stabilité et de crise, il me semble préférable de la comprendre à partir de ses tensions structurantes. Car c'est cela le phénomène essentiel : dès les révolutions américaine et française, un certain nombre de contradictions ont sous-tendu l'idéal démocratique. A propos du sens à accorder à l'idée de représentation au premier chef : le but est-il d'organiser le gouvernement représentatif comme une forme politique délibérative originale, ou de ne l'accepter que parce qu'il serait un substitut à l'idéal, jugé supérieur, d'une démocratie directe ? Autre tension fondamentale, celle de l'élection : elle n'a cessé d'être écartelée entre un principe de proximité et un principe de capacité. On cherche à la fois à élire des personnes qui vous ressemblent, expriment vos problèmes, donnent un langage à vos attentes, et en même temps à désigner des personnes compétentes, capables de gouverner. Existe aussi depuis l'origine une incertitude fonctionnelle concernant la figuration du peuple. Au moment même où les démocraties le déclaraient souverain, elles donnaient naissance à des sociétés d'individus, qui rendaient difficile de représenter ce peuple, faisant de lui un sujet problématique à construire. L'histoire de la démocratie s'est confondue de cette façon avec celle de ces tensions structurantes, dont les termes évoluaient en permanence.

Aujourd'hui encore, elles prennent ainsi des formes nouvelles. Avec la plus grande personnalisation de la politique, et le rôle accru des médias, la tension entre le principe de



proximité et celui de capacité est par exemple plus vive. Elle se traduit par un divorce de plus en plus marqué entre le moment électoral et le moment gouvernemental. Dans le premier, il faut faire preuve de séduction, d'une capacité à répondre aux attentes immédiates, à présenter le monde comme malléable, bref de dire « *Yes, we can* ». Puis, quand on est au gouvernement, on dit « *Perhaps, we cannot* », et on met l'accent sur les difficultés et les contraintes qui restreignent l'idéal. Les exigences des citoyens sont aussi beaucoup plus fortes de nos jours. Leur niveau d'information a en effet considérablement augmenté. Ils se sentent davantage capables de juger les choses. Même si l'abstention aux élections s'accroît, les citoyens sont aussi plus présents, plus revendicatifs, plus soucieux de contrôler le pouvoir. Une démocratie postélectorale est en train de naître et de prospérer sur ce terreau, alimentée par une saine attitude de défiance. Le problème de la démocratie, par ailleurs, n'est pas simplement celui d'un régime mais aussi celui d'une forme de société. Aujourd'hui, la crise de la démocratie est autant sociale qu'institutionnelle : elle est liée au développement d'inégalités qui ôtent toute consistance à l'idée de former un monde commun.

Directeur d'études à l'EHESS, membre fondateur de la revue « *Commentaire* », spécialiste de philosophie politique, **Pierre Manent** a publié chez Flammarion cet automne « *les Métamorphoses de la cité* » et avec Bénédicte Delorme-Montini « *le Regard politique* ».

Historien, professeur au Collège de France, fondateur et animateur de la République des Idées, **Pierre Rosanvallon** est l'auteur de « *la Contre-démocratie* » et de « *la Légitimité démocratique* », publiés au Seuil.

Historien, philosophe, cofondateur et rédacteur en chef de la revue « *le Débat* », **Marcel Gauchet** a récemment publié chez Gallimard le troisième volume de « *l'Avènement de la démocratie* » : « *A l'épreuve des totalitarismes, 1914-1974* ».

Pierre Manent. – Nous sommes toujours en crise. Il n'y a pas de période heureuse, sauf rétrospectivement. Le présent politique est toujours dans l'urgence et l'anxiété. Les Trente Glorieuses mêmes ne sont qu'un paradis rétrospectif. Il y a eu en effet, après la Seconde Guerre mondiale, une période – commençant pendant la guerre, avec le programme de la Résistance – de refondation de la démocratie et de la République, qui perd de son élan au début des années 1970. Ce qui caractérise cette période, c'est que les deux définitions du peuple que produit la démocratie – c'est-à-dire la définition sociale (le peuple de gauche) et la définition nationale (le peuple de droite) – ne s'opposent pas seulement mais se nourrissent l'une de l'autre. Elles se réaffirment ensemble avec assez de confiance et de succès. Le gaullisme représente cette refondation qui s'accomplit par le conflit, mais aussi la complicité entre ces deux peuples. D'où, soit dit en passant, la légende d'une « complicité gaullo-communiste ». A partir de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, qui fut d'ailleurs un excellent président, on constate un affaiblissement de la formule refondatrice. La France et son président cherchent un frisson nouveau. La droite réoriente son programme vers l'entreprise européenne qui, jusqu'alors, n'avait pas entamé la légitimité primordiale du cadre national, l'entreprise euro-

Bruno Coutier pour « le Nouvel Observateur »

péenne ayant été après la guerre une des manifestations de la reprise de confiance en elles-mêmes des nations européennes. Nous fûmes alors sous le charme des « espaces de liberté » que le cours nouveau ouvre et multiplie. Ce que la politique fut de moins en moins : une délibération vers une action commune dans un cadre national conflictuel mais partagé. Ce qu'elle tendit à être de plus en plus : la construction d'un processus dont la finalité comme l'aire de déploiement sont indéterminées, mais dont la légitimité est soustraite à tout questionnement, à tout doute.

Dans les années 1990, la classe politique européenne est devenue partie et instrument d'une oligarchie de plus en plus autarcique fonctionnellement et spirituellement, tellement elle est sûre de son mandat historique qui la rend agréablement indépendante de tout mandat populaire. Elle installe donc, au-dessus des sociétés européennes, l'idée et le prestige d'un processus irrésistible, de règles impersonnelles qui ne sont pas susceptibles de négociations politiques et auxquelles le destin des peuples européens est désormais de se plier. Nous ne parvenons plus à nous figurer la communauté que nous formons et la mondialisation est le destin que nous devons accueillir en chantant. Si celle-ci a sa part légitime et nécessaire – il y a toujours un mouvement du monde et il est toujours utile de s'y adapter en quelque façon –, elle nous est présentée et infligée d'une manière qui nous met devant une tâche impossible. Car si vraiment nous sommes dans une concurrence mondiale, et si le travail européen est réellement en concurrence avec le travail chinois, il est évident que nous sommes défaits d'avance, et on ne peut pas demander aux populations même les mieux disposées du monde d'accepter un tel programme. Le dispositif dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui est essentiellement décourageant, parce que le commun que nous formons est infigurable et que la tâche qui nous est allouée est impossible à accomplir.

N. O. – *La démocratie a des difficultés à penser le long terme car elle est confrontée au présent et aux rendez-vous électoraux. Comment corriger cette myopie politique ?*

P. Rosanvallon. – Cette tension des temporalités est au cœur de la vie démocratique, et plus largement de l'action politique en elle-même. Alors que se formaient les Etats monarchiques modernes, une préoccupation majeure avait ainsi été de distinguer ce qui était de l'ordre intemporel de la couronne, des lois fondamentales, et ce qui relevait de la décision souveraine du prince. La question subsiste : il est toujours nécessaire de bien distinguer continuité de l'Etat et action du gouvernement. L'intérêt général doit en effet s'inscrire dans un temps long, il ne relève pas seulement d'une agrégation immédiate des intérêts. Les démocraties ont cherché une forme d'équilibre entre esprit du service public et souveraineté immédiate du suffrage universel pour domestiquer cette tension. C'était le sens même de l'idée républicaine en France. L'Etat de service public était compris comme une sorte de représentant de

la perpétuité sociale. Alors même que les gouvernements valaient sous la III^e et la IV^e République, le souci du long terme était ainsi assuré. Un grand haut fonctionnaire comme Simon Nora disait des hommes de sa génération qu'ils se considéraient comme les « *prêtres du long terme* ».

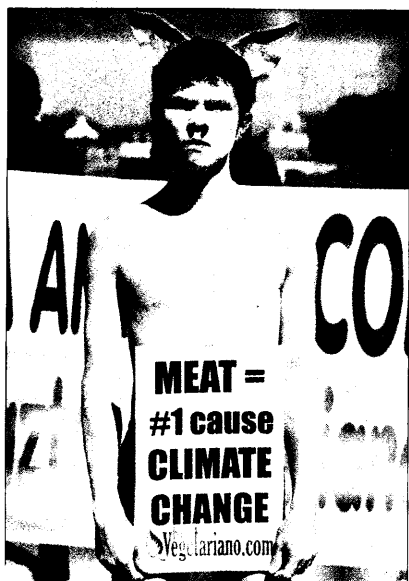
Aujourd'hui, on peut dire que l'Etat de service public a été affaibli, tombant sous les doubles coups des critiques marxiste et libérale. Les marxistes ont réfuté la prétention de l'Etat à être le défenseur de l'intérêt général, l'accusant d'être au service des puissants. Et les libéraux n'ont plus vu en lui qu'une bureaucratie corporative au service de ses propres intérêts. Aujourd'hui, indépendamment d'une souhaitable revitalisation de cet Etat de service public, il faut donc aussi forger des institutions spécifiques intégrant le long terme. Au-delà des institutions électorales-représentatives, il faut inventer des instances ayant le souci du long terme. J'ai proposé dans cet esprit de mettre en place une « Académie du futur ». Mais peu

important là les détails : l'essentiel est de faire en sorte que les générations futures aient aussi leurs représentants dans le débat public.

M. Gauchet. – Autant je suis d'accord sur le constat, autant je suis sceptique sur les propositions institutionnelles qui seraient de nature à remédier à cette carence. La démocratie n'est jamais, en dernier ressort, que ce qu'en font les citoyens. La préoccupation du long terme, c'est dans la conscience commune qu'elle peut prendre une véritable effectivité. Nous avons un exemple paradigmatique avec le Grenelle de l'environnement, qui a fait une apparente unanimité parce que, sur l'instant, le principe était très populaire. Sauf que quand il s'est agi de déployer les conséquences, on s'est aperçu qu'en effet, dans le court terme, ça lésait énormément d'intérêts particuliers. Cet exemple montre bien le genre de difficulté auquel nous sommes confrontés : comment traduire cette conscience collective

du long terme, qui existe sur les questions climatiques, dans des décisions qui vont au-delà de la démagogie court-termiste, qui est l'arme favorite des politiques en tout genre. C'est bel et bien la conscience citoyenne qui est l'arbitre en dernier ressort. Comment élever le niveau de conscience collective face au long terme ? C'est le défi qui est devant nous.

P. Manent. – La perspective sur l'avenir doit en effet être celle du corps civique dans son ensemble, car construire des institutions spécialement responsables de l'avenir ne ferait qu'aggraver la dérive oligarchique de notre société. Elles seraient d'ailleurs sans aucune influence sur la conscience civique. Je voudrais rappeler un mot qui n'a pas été employé jusqu'ici. Au fond, après la guerre, qu'est-ce qui faisait l'unanimité, ou presque, de la société, qui donnait un contenu à l'action commune, et que le mot de « Plan » a résumé ? C'est que la tâche de la société était la Modernisation. Même si on avait des versions différentes de la modernisation, on savait qu'elle passait par les progrès de l'éducation (de plus en plus d'élèves au lycée) ; que les paysans quittaient la campagne pour devenir des ouvriers dans les villes ; que les ouvriers améliorant leur



Un activiste écologiste, membre d'une association défendant la cause animale, lors de la conférence sur le changement climatique, à Cancun, en décembre 2010.



Young Ho-Sip

qualification allaient entrer dans la classe moyenne... Ce mouvement paraissait à la fois irrésistible et positif, et il donnait un horizon commun. Et maintenant ? La modernisation est globalement accomplie : les paysans, il n'y en a plus ; les ouvriers, on les cherche ; l'immense classe moyenne, que Valéry Giscard d'Estaing appelait de ses vœux, est là, sauf qu'à son tour elle a des doutes sur sa propre pérennité. La modernisation est accomplie et on découvre qu'elle n'est pas le secret miraculeux du bonheur social. Nos corps et nos âmes, si j'ose dire, étaient orientés vers le progrès depuis au moins deux siècles. Que faire et d'abord que vouloir, une fois que la modernisation est accomplie ? La prolongation du programme, au lieu de résoudre les problèmes, les aggrave. Cas d'espèce que nous connaissons bien : l'éducation. Qui oserait aujourd'hui réclamer davantage de « pédagogie moderne » ? Une des causes profondes de la perplexité de nos sociétés est que le programme implicite-explicite commun, qui était le nôtre depuis des siècles, est en somme réalisé et que nous n'en avons pas d'autre. Que devient la conversation commune, que devient la délibération commune lorsque la chose jusque-là la plus certaine nous file entre les doigts ? Que faire quand le progrès ne nous dicte plus l'agenda ?

N. O. – *Quel peut être le rôle de l'Europe et de l'Occident dans l'avenir de nos démocraties ?*

P. Manent. – La démocratie en Europe est devenue plus pure et plus pauvre : elle n'est plus à nos yeux que la protection des droits individuels. Il y a une chose que nous ne savons plus faire ou que nous faisons de plus en plus mal, c'est concevoir et mener une entreprise commune. Ariane ou Airbus seraient impossibles aujourd'hui. L'Europe vieillissante est menacée de s'immobiliser dans un « état stationnaire ». On a peine à croire que nous fûmes jadis capables de devenir chrétiens, d'accomplir la Renaissance, la Réforme, d'édifier de grandes nations démocratiques ! Plus nous construisons

Barack Obama rend visite à l'armée américaine en Corée du Sud, lors du sommet du G20, à Séoul, le 11 novembre 2010.

l'Europe, plus nous devenons incapables de nous rapporter au monde comme un ensemble politique vivant qui pense et veut quelque chose. La pression des puissances voisines ou plus lointaines sera-t-elle l'occasion d'une nouvelle affirmation de soi des nations européennes et de l'Europe ? Nous réveillera-t-elle de notre sommeil spirituel ? Il nous faudra nouer ensemble la crainte et l'espoir, la protection et l'aventure. Nous nous sommes organisés pour la protection la meilleure possible des vies, des biens et des libertés. A coup sûr, la tâche de l'Occident est de protéger l'Occident et la civilité démocratique. Comment faire pour que ce devoir, cette tâche ne soit pas simplement protectionniste ? Tout nous pousse vers une protection anxieuse, motivée presque exclusivement par la crainte, une crainte légitime. La force de l'Occident a été cette extraordinaire confiance en soi qui nous a lancés à la conquête du monde au XVI^e siècle. Comment retrouver la confiance en nous-mêmes ?

M. Gauchet. – La construction européenne est la grande victime de la mondialisation. La façon même dont s'est faite cette construction en a fait une construction autocentrée. C'est la région du monde où l'on est le plus enfermé dans ses horizons internes. Or, précisément, la situation de mondialisation exigerait au contraire une projection stratégique et une réflexion sur la place de l'Europe dans le monde, ce dont l'Europe est le plus incapable. Je crois donc que la construction européenne se révèle totalement inapte, dans son état actuel, à la situation de mondialisation.

Pourtant, les atouts européens sont réels. Ils tiennent tout simplement à l'avance acquise de par l'histoire en matière d'expérience de la modernité démocratique, mais pas seulement, culturelle, éducative. Et, de ce point de vue, si une ressaisie de ce continent en perdition est possible, c'est sur ce terrain qu'elle peut se situer ; justement dans une prise de conscience de la singularité européenne. Notre ressort propre, c'est

le prolongement de ce qu'a été le miracle européen, l'invention de la modernité depuis le XVI^e siècle. Sommes-nous capables encore d'ajouter une page originale à cette histoire en train de devenir mondiale ? Ce serait quand même un destin tragique que les inventeurs soient les dindons de la farce et les victimes de ce qu'ils ont inventé.

Par ailleurs, l'Europe est la région du monde la moins ethnocentriste, la plus capable de faire droit à la diversité des civilisations dans leur singularité en essayant d'en comprendre les ressorts. C'est un atout fantastique dont nous ne faisons pas le moindre usage. Mais il existe, il est mobilisable.

Enfin, je crois que nous avons de graves soucis à nous faire du côté des Etats-Unis, qui sont en plus mauvaise posture que nous encore pour assumer cette situation nouvelle. A la différence des Européens, les Américains, eux, avaient un projet stratégique dans la mondialisation. Le problème, c'est qu'il est mis en échec. Le monde des années qui viennent ne ressemblera pas aux Etats-Unis. Et les Américains sont incapables, en l'état actuel, de comprendre cette situation, et il y a tout lieu de redouter leur réaction.

On voit que l'Amérique profonde commence à bouger en ce sens sous forme d'une réaffirmation folle de son identité, ne tenant absolument aucun compte de la réalité de ce monde différent. Couplée avec la plus grande puissance militaire jamais vue dans l'histoire, cette attitude ne laisse pas de préoccuper.

P. Rosanvallon. – En Europe, le temps du projet fédéral est passé. Pour deux raisons. Il pouvait prendre sens autour d'une Europe resserrée, mais les niveaux de développement sont dorénavant trop différenciés pour lui donner vraiment consistance. Il est devenu aussi impossible parce que l'idée de fédéralisme démocratique impliquerait un espace de redistribution. Or il y a un chiffre fondamental à ne pas oublier : le budget européen, c'est 1% du PNB européen. Quand le budget d'un Etat-nation pour les dépenses publiques est 45%. Le budget européen n'a pas évolué en cinquante ans ! Derrière le discours sur la construction européenne, il faut bien voir que les seules formes de solidarité sont restées la Politique agricole commune (0,4% du PNB de toute l'Europe), et les politiques régionales (0,4%) ! Mais l'Europe pourrait réussir peut-être autre chose : devenir une expérience de mondialisation réussie. Elle peut être un espace économique correctement régulé, constituer un espace juridique unifié, instituer des droits sociaux minimaux, développer une culture de la négociation et de l'arbitrage. Bref, réussir sur son sol tout ce dont on rêverait que les Nations unies puissent un jour mettre en place. Quant à l'Occident, il me semble temps qu'il abandonne son arrogance démocratique. Il se présente en effet en permanence comme un exportateur généreux de son modèle. Mais l'Occident doit aussi se considérer comme un apprenti en démocratie et en solidarité. Son histoire est après tout

indissociable de celle des totalitarismes autant que des expériences innovatrices.

N. O. – *Quels sont vos espoirs pour réveiller la démocratie ?*

P. Manent. – Je suis moins inquiet que Marcel Gauchet quant à l'évolution du corps politique américain. Les Etats-Unis sont économiquement affaiblis et moralement désemparés, mais le système représentatif américain reste extrêmement vigoureux. Il est vrai que l'Amérique est en train de décliner. C'est un énorme problème pour elle et pour nous. Les Etats-Unis se sont détournés de l'Europe depuis déjà un certain temps. L'Europe aussi s'est détournée des Etats-Unis, tout en leur laissant la responsabilité de l'ordre mondial. C'est une responsabilité qui doit être assumée, et les Etats-Unis ne peuvent plus s'en charger seuls. Une des tâches qui s'imposent à nous, mais vers laquelle nous ne nous dirigeons pas, est de renouer le partenariat transatlantique nécessaire à la préservation de notre libre activité dans le monde et à l'intérieur même de nos sociétés. Je le dirai un peu abruptement : si l'Occident n'est plus en mesure d'orienter décidément les destinées du

monde, alors nous allons au-devant d'étranges événements.

M. Gauchet. – Ce qui réveille les démocraties, ce sont les problèmes sur lesquels elles butent. De ce point de vue, il est vraisemblable que nous entrons dans une zone de turbulences considérables. La crise actuelle semble prendre une tournure de déstabilisation qui va rendre intenable la léthargie collective dans laquelle étaient entrées les sociétés européennes. Le réveil est à l'ordre du jour ; et, dans ce genre de situation, les démagogues de tout poil, les folies de tout style occupent



Georges Gobet/AFP

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso, lors d'une conférence de presse, à Bruxelles, en septembre 2009.

naturellement la place. Le réveil démocratique prendra sans doute la forme d'une lutte assez intense contre les fausses solutions et les prophéties de mauvais aloi qui ne vont pas manquer de fleurir. Nous allons entrer probablement dans un moment de confrontation à de vrais dangers idéologiques et politiques. Le climat de nos démocraties pourrait rapidement changer du tout au tout.

P. Rosanvallon. – Nous avons besoin à la fois de discernement et de vigilance. De discernement pour rendre lisible et appropriable l'histoire de la démocratie. Après tout, c'est notre métier à nous trois. Et de vigilance parce que toujours, dans l'histoire, des formes de progrès démocratique peuvent aussi masquer des tentations de régression. C'est très bien que les citoyens soient plus actifs et pas simplement électeurs. Mais derrière cette fonction que j'ai appelée contre-démocratique peut aussi sommeiller la vision d'une espèce de populisme rejetant ou diabolisant la politique. Parce qu'après tout la démocratie c'est cela : un régime dans lequel les citoyens peuvent devenir toujours plus conscients de ce qu'ils vivent et ne se laissent pas simplement guider par l'illusion ou la facilité.

Propos recueillis par FRANÇOIS ARMANET et GILLES ANQUETIL